

En hausse

L'AFRIQUE - Le PIB du continent va croître, selon l'ONU et l'Union africaine, de 5% en 2011 (contre + 4,7% en 2010) grâce aux investissements, au développement de l'industrie et des services, à la hausse des prix des matières premières. La croissance mondiale devrait atteindre + 3,1%



En baisse

GROUPAMA - L'agence de notation financière Standard & Poor's a dégradé, lundi 16 mai, la note de la dette long terme de l'assureur français, qui reste à « négative » et passe de « A - » à «BBB+», Groupama étant « exposé aux obligations émises par le gouvernement grec »

LES COUIS UU JOUI (17/05/11,09h48)		
Euro	1 euro	1,4143 dollar (achat)
OR	Once d'or	1500,75 dollars
Pétrole	Light sweet crude	96,92 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,373 (à dix ans)
TALIX D'INTÉDÊT	Etate Unic	a one (à div ans)

Comment sauver la Grèce : l'Europe divisée

Certaines capitales envisagent une restructuration de la dette, d'autres poussent à un nouveau plan d'aide

Bruxelles

bureau européen

a Grèce, et l'ensemble de la zone euro, ne sont pas encore au bout de leurs peines. Les ministres des finances de l'Eurogroupe n'ont en effet pas pu surmonter leurs divergences, lundi 16 mai, à Bruxelles au sujet du plan d'aide supplémentaire dont aurait besoin Athènes afin d'être en mesure, un jour, de revenir sur les marchés. Aucune décision n'était attendue, et les Européens espèrent se mettre d'accord d'ici au mois de juin.

Après l'incarcération pour tentative de viol de Dominique Strauss-Kahn à New York, samedi 14 mai, les ministres des finances de la zone euro ont tenté de faire comme si de rien n'était. Mais l'ombre du directeur général du Fonds monétaire international (FMI) planait sur leurs discussions.

Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, s'est dit «attristé et bouleversé» par cette affaire. Il a qualifié d'« indécentes » les discussions qui ont aussitôt commencé en coulisse pour placer un Européen à la tête du FMI, dans l'hypothèse d'une démission de M. Strauss-Kahn. Mais en l'absence du Français, remplacé au pied levé à Bruxelles, la Grèce est devenue un nouveau terrain de manœuvre entre les Etats de la

Deux approches contridictoires s'affrontent. D'une par , la restructuration de la dette de la Grèce, jugée inévitable par de nombreux économistes, mais rejetée par la plupart des pays, et par la Banque centrale européenne (BCE). Cette piste était encore taboue voici deux mois dans les cercles de décision européens, mais elle est désormais privilégiée

Un endettement insoutenable pour Athènes

DETTE PUBLIQUE



SOURCE: COMMISSION EUROPÉENNE

La ministre française de l'économie et des finances Christine Lagarde et le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, lundi 16 mai à Bruxelles. GEERT VANDEN WIJNGAERT/AP

par les Pays-Bas, et examinée de près en Allemagne. D'autre part, le principe d'une aide supplémentaire, en plus des 110 milliards d'euros sur trois ans engagés depuis mai 2010 : «Je ne l'exclus pas mais nous ne l'avons pas décidé », a indiqué M. Juncker, à l'issue des travaux de l'Eurogroupe, alors que les Grecs, sans doute incapables de revenir sur les marchés comme prévu dès 2012, évaluent leurs

Un blocage persistant sur l'Irlande

Le gouvernement irlandais et ses créanciers européens ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur l'aménagement du plan d'aide de 85 milliards d'euros activé en novembre 2010 en faveur de l'ancien tigre celtique. Enda Kenny, le nouveau premier ministre arrivé au pouvoir en mars 2011, réclame une baisse des taux d'intérêt sur les prêts qui lui ont été accordés par la zone euro. Mais il refuse de faire la moindre concession en matière de fiscalité des entreprises,

une des clefs de l'attractivité irlandaise. La France est en pointe pour demander une hausse de l'impôt sur les sociétés, dont le taux (12,5%) est un des plus bas parmi les Vingt-Sept. Les capitales de la zone euro attendent au moins un geste de Dublin pour mettre en œuvre une assiette commune européenne de calcul de cet impôt. Un projet en ce sens a été préparé par la Commission européenne, que l'Irlande voit de longue date d'un mauvais œil. - (Corresp.)

besoins à plus de 60 milliards d'euros d'ici à la fin 2013.

Une restructuration «large» est « exclue », a précisé M. Juncker, tout en mettant en avant une voie moyenne entre les deux camps: le rééchelonnement de la dette grecque, c'est-à-dire l'extension des délais de remboursement des prêts consentis à Athènes.

Une telle prise de position se rapproche de celle de Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances, qui milite, avec le soutien de l'Autriche, pour un rééchelonnement, qui impliquerait à la fois les créanciers publics et privés. Une façon pour Berlin d'obliger les établissements financiers détenant des obligations d'Etat grecques à participer au sauvetage. Mais cette perspective est rejetée par la ministre française de l'économie et des finances, Christine Lagarde. «La restructuration ou le rééchelonnement qui serait de nature à constituer une situation de défaut sont pour moi off the table. On n'en débat pas », a-t-elle fermement déclaré

Entre les deux camps, un seul terrain d'entente à ce jour : exiger davantage d'efforts de la part de la Grèce en matière d'économies, de réformes structurelles, et de privatisations. « Tout le monde attend davantage du gouvernement grec, qui a jusqu'ici du mal à tenir les engagements pris voici un an », dit un diplomate. En dépit d'une cure drastique d'austérité, Athènes n'est pas parvenu à réduire son déficit dans les proportions annoncées au printemps 2010. Son endettement menace d'atteindre 166% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, selon les prévisions de la Commission. Un niveau jugé insoutenable pour une économie en récession et peu compétitive.

Le gouvernement socialiste de George Papandréou est donc sommé, en particulier, de mettre en œuvre le plan de 50 milliards d'euros de privatisations annoncé sous la pression de ses créanciers internationaux, le FMI et les Etats de la zone euro. Cette enveloppe représente 20 % du PIB grec, et une petite partie du patrimoine

public, évalué à quelque 280 milliards d'euros par le FMI.

En attendant, aucune décision définitive ne sera prise avant le mois de juin, et le rapport sur la situation du pays que préparent les représentants à Athènes du FMI, de la BCE et de la Commission. En cas de désaccord persistant entre les grands argentiers, il est

Un seul terrain d'entente à ce jour : exiger davantage d'efforts de la part de la Grèce en matière d'économies

possible que le sujet s'invite à l'agenda des chefs d'Etat et de gouvernement, fin juin.

Dans ce contexte tendu, deux décisions importantes, et attendues, sont passées presque inaperçues. Feu vert a d'abord été donné u plan de sauvetage du Portugal: 78 milliards d'euros négociés en

à peine plus d'un mois avec les dirigeants portugais, opposition incluse, en pleine campagne électorale, avant le scrutin législatif du 5 juin.

Ce plan sera financé aux deux tiers par les Européens, le reste étant à la charge du FMI. Les diriéants de la zone euro se réjouissent de voir l'opposition portugaise, en tête des sondages, soutenir le programme d'ajustement. «d'est un exemple pour la classe polinque grecque», a souligné Olli Rehn, le commissaire en charge des affaires économiques et monétaires.

Les grands argentiers ont ensuite approuvé à l'unanimité le choix de Mario Draghi pour la présidence de la BCE. L'Italien remplacera Jean-Claude Trichet, le 1er novembre, après que le Conseil européen aura approuvé sa nomination d'ic à la fin juin. « C'est un homme forte ment attaché à l'euro, et à l'Union monétaire », a salué Jean-Claude Juncker. C'est bien le moins pour assurer, en pleine tourmente, la relève à la tête de la Banque centrale européenne.

Philippe Ricard

Berlin va doubler ses aides publiques pour développer la voiture électrique

L'Allemagne ne compte aujourd'hui que 1500 véhicules fonctionnant à l'électricité. Angela Merkel veut atteindre le chiffre de 1 million en 2020

Berlin Correspondant

'automobile allemande va bien. Très bien, même. C'est → par dizaines de milliers que Volkswagen, BMW, Mercedes, Audi et leurs fournisseurs comme Bosch ou Continental recrutent en Allemagne et à l'étranger. Mais cela va-t-il durer? A l'heure où le pays n'en finit pas de célébrer les cent vingt-cinqans de l'automobile - une invention germanique -, nombre de spécialistes se demandent si l'Allemagne n'est pas en train de se reposer sur ses lauriers et de louper la prochaine révolution : celle de la voiture électrique.

Pour accélérer la cadence, le gouvernement avait demandé aux professions concernées de participer à une « plate-forme de l'électromobilité » pour unifier leurs stratégies et fédérer leurs demandes. Entre les industriels de l'automobile, de la chimie, de l'énergie, les chercheurs, les représentants des pouvoirs publics et les associations de consommateurs, les échanges ont été parfois tendus. Les consommateurs ont notamment dénoncé le pouvoir pris par les industriels durant les travaux.

Lundi 16 mai, la chancelière Angela Merkel a présenté à la fois les attentes des pouvoirs publics et les aides afférentes. Objectifclé: qu'un million de véhicules électriques circulent sur les routes allemandes en 2020 et six millions en 2030. Aujourd'hui, on n'en compterait que 1500.

Même si l'industrie automobile

envisage d'investir 12 milliards d'euros dans les moteurs de demain, de l'argent public est nécessaire, affirment les professionnels

Pour accélérer la cadence, le gouvernement avait demandé aux professionels de participer à une « plate-forme de l'électromobilité »

pour accélérer la recherche-développement, notamment dans les batteries. Aujourd'hui, une voiture électrique coûte environ 10000 euros de plus qu'un modèle équivalent doté d'un moteur à combustion, expliquent les professionnels. Sans aide de l'Etat, moins de 500 000 véhicules électriques circuleraient en 2020.

Greenpeace a eu beau montrer que 500000 véhicules électriques de plus ou de moins n'auraient qu'un effet marginal sur les émissions du parc automobile allemand, qui compte aujourd'hui 40 millions de voitures, Mme Merkel a tenu à afficher un objectifambitieux. C'est pourquoi l'Etat, qui consacre déjà 1 milliard d'euros à ce sujet, va doubler la mise. «L'Allemagne doit devenir l'un des premiers vendeurs et l'un des premiers marchés mondiaux pour la voiture électrique », a affirmé la chancelière lundi.

Le gouvernement a refusé d'instaurer une prime à l'achat. Il va néanmoins faire un geste à l'attention des consommateurs. Les voitures qui émettent moins de 50 grammes de CO par kilomètre, ce qui exclut les véhicules à essence, seront exemptées de vignette pendant dix ans. Pourtant certains membres du gouvernement, notamment les ministres libéraux et le ministre des transports Peter Ramsauer (CSU), étaient très réservés face à ces subventions à peine déguisées.

Les véhicules électriques pourront également emprunter les couloirs réservés aux bus, et des places de stationnement et de recharge gratuites leur seront réservées.

L'Etat va lui-même montrer l'exemple: 10% des nouveaux véhicules qu'il achètera ou louera après 2013 devront émettre moins de 50 grammes de CO, par kilomètre. Alors que l'industrie automobile chiffre à 30 000 le nombre de postes de travail supplémentaires que l'électromobilité pourrait créer d'ici à 2020, les constructeurs mettent la dernière main aux véhicules électriques de

Les Electro-Smart de Daimler seront commercialisées à partir de 2012, les Megacity de BMW en 2013, et Audi sortira ses véhicules sportifs et électriques en 2014, un an après la sortie de la Porsche 918 à moteur hybride, qui coûtera la bagatelle de 768 000 euros. Mais il est vrai que la vignette sera gratui-

Frédéric Lemaître

Selon le rapport Cyclope, le « supercycle » des matières premières n'est pas terminé

Hausse du dollar et fuite des fonds ont donné un coup d'arrêt à la flambée des prix depuis fin avril

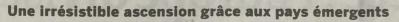
e premier craquement a eu lieu fin avril, lorsque l'ascen-des matières premières depuis l'automne 2010 a été cassée net. Le coton et les céréales ont plongé.

Début mai, ce sont le pétrole, l'argent et les métaux non ferreux qui ont reculé fortement, provoquant une débandade des fonds d'investissements. Est-ce la fin du « supercycle » commencé au milieu des années 2000, qui a propulsé les cours à des niveaux

«La réponse est non», affirme Philippe Chalmin, professeur associé à l'université de Paris-Dauphine. «Il est vrai que certains marhés avaient atteint des niveaux de rix irrationnels, tels les métaux non ferreux, le caoutchouc ou le coton, et que beaucoup sous-estimaient l'élasticité au prix de la demande, poursuit-il. Mais la hausse n'est pas finie en matière de pétrole, puisque le nucléaire connaît des difficultés et que le gaz de schiste semble devoir être banni d'Europe. Même hausse prévisible pour les produits agricoles qui dépendent de récoltes aléatoires en raison des caprices de la météo et dans un contexte de stocks au plus bas, la Banque mondiale ayant massacré les politiques agricoles des pays en développement.»

Comme chaque année à la même époque, M. Chalmin et une soixantaine de collaborateurs publient, mardi 17 mai, le rapport Cyclope qui fait le tour du monde des matières premières (Les Marchés mondiaux: le printemps des peuples et la malédiction des matièpremières, Economica, 750 pages, 125 euros).

Cette bible contient un graphique éclairant, celui de l'évolution de l'indicateur Cyclope-Rexecode des prix en dollars courants depuis





1984. On peut y lire les fondamentaux des marchés qui ont conduit au supercycle en question. Côté offre: de 1986 à 2002, les prix sont restés stables, ce qui explique la stagnation des investissements constatés en général aussi bien dans les mines que dans l'agriculture. Or l'inertie est la règle en matière d'offre, car il faut dix ans et 5 à 10 milliards de dollars (3,5 à 7 milliards d'euros) pour créer une mine, et la modernisation d'un système agricole met long temps à produire ses fruits.

Instabilité

Côté demande: on voit que la courbe des prix décolle en 2003. Il s'agit de l'impact du formidable essor des pays émergents, dont la Chine. Avec une offre incapable de répondre à la demande, il est inévitable que les tensions sur les prix persistent, estime M. Chalmin. Par exemple, le pic d'avril 2011 devrait être surpassé dans le domaine énergétique, et l'équipe de Cyclope, qui pariait sur un prix moyen du pétrole de 80 dollars le baril en 2011, parle désormais de 100 dollars.

Les politiques monétaires ont joué un rôle important dans le yo-yo des cours. L'affaiblissement du dollar a poussé à la hausse des matières premières, car sa baisse rend moins onéreux pour les détenteurs d'autres monnaies l'achat des produits commercialisés en dollars, tels le pétrole ou le maïs. Ainsi les effondrements constatés depuis trois semaines ont-ils été déclenchés par l'annonce du statu quo des taux de la Banque centrale européenne (BCE), qui a fait remonter le dollar. Enfin, il y a la spéculation, terme imprécis qui mélange les acteurs cherchant à se prémunir contre une hausse et ceux qui recherchent des gains à la faveur de mouvements de cours.

« Elle ne crée pas la vague, mais elle l'amplifie », reconnaît M. Chalmin qui croit peu aux vertus d'un durcissement de la réglementation, sauf s'il s'agit de forcer les investisseurs à plus de responsabili-

16 mai 2011 SOURCES: CYCLOPE, BLOOMBERG

> L'accent mis par la présidence française du G20 sur la nécessité de réduire la volatilité des prix alimentaires ne lui semble de bon augure qu'à la condition que cela remette à l'honneur de véritables politiques agricoles dans les pays en développement

BRENT EN DOLLARS

Juin 2008

146,10

«Le monde va demeurer instable, conclut-il. Les matières premières nous prouvent que la main invisible du marché chère à Adam Smith indique bien une direction, mais qu'elle ne gère pas l'avenir. Il faudrait une gouvernance mondiale pour l'instant inexistante. La bonne nouvelle est que, malgré le choc que nous avons vécu du fait de la hausse des matières premières, la croissance mondiale n'a pas été stoppée. Les recettes que ce choc a drainées vers les pays en développement sont une vraie respiration pour ceux-ci... même s'il s'agit d'une illusion qui pourrait déboucher sur la fameuse malédiction des matières premières, car celles-ci ne garantissent pas le développement.»

Alain Faujas

Des fuites de données confidentielles chez un prestataire de l'Hadopi

n langage courant, on pourrait appeler cela une négligence caractérisée. TMG, la société chargée de transmettre à la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) les adresses IP d'internautes suspectés de télécharger illégalement des films ou de la musique, a stocké durant plusieurs jours des informations confidentielles sur un serveur informatique non protégé. Or, en droit, c'est justement la « négligence caractérisée» que sanctionne l'Hadopi, avec l'aide de TMG. Il s'agit de l'obligation faite au titulaire d'un accès à Internet de « mettre en œuvre un moyen de sécurisation de son accès », afin d'éviter que sa ligne soit utilisée pour télécharger des œuvres protégées par le droit d'auteur.

Les informations recueillies par TMG ne sont pas protégées par le droit d'auteur, mais elles sont protégées par le droit à la vie privée. La société, basée à Nantes, est un maillon essentiel dans le fonctionnement de l'Hadopi. C'est la seule entreprise qui dispose de l'autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) pour surveiller les réseaux de téléchargement peer to peer, à la demande des ayants droit, et y collecter des informations. Ces données sont ensuite transmises à l'Hadopi, qui peut décider d'envoyer une « recommandation » à l'abonné; à la troisième infraction constatée, le dossier peut être transmis au parquet, qui décidera alors de l'éventuelle amende et coupure de l'accès à Internet.

La faille des serveurs de TMG permettait à tout un chacun d'accéder à des milliers de relevés montrant quel ordinateur avait téléchargé quel fichier, ainsi que des listes de fichiers surveillés

par TMG. La masse d'informations était telle qu'Olivier Laurelli, expert en sécurité informatique et l'un des premiers à avoir constaté que le serveur était en libre accès, a cru un moment être tombé sur un « pot de miel », un serveur mal protégé intentionnellement pour attirer d'éventuels pirates et les prendre au piège.

Listes de faux profils

Pour TMG, l'explication est beaucoup plus simple: le serveur était une machine de test, sans lien avec la Haute Autorité. L'entreprise maintient qu'aucune information confidentielle n'était accessible, et que ses infrastructures informatiques sont bien protégées. Mais ce serveur contenait également une version du logiciel utilisé par TMG pour surveiller les réseaux P2P, et il n'a fallu que quelques heures pour que des copies de ce logiciel fassent surface sur des sites spécialisés, et que la rétro-ingénierie du programme ne débute. Des listes des faux profils utilisés par TMG sur différents réseaux sont d'ores et déjà en ligne.

La Haute Autorité a, elle, choisi la prudence. Eric Walter, son secrétaire général, a annoncé lundi soir que l'interconnexion informatique entre l'Hadopi et TMG était suspendue, en attendant une enquête plus approfondie. Hasard du calendrier, la Haute Autorité avait prévu mercredi une rencontre avec les membres de TMG, pour convenir d'un processus d'audit des activités de la société nantaise. Dans l'intervalle, l'Hadopi traitera les signalements déjà transmis, mais elle devra trouver une solution sous quinze jours - le délai légal de conservation des données par TMG - sous peine de voir la riposte graduée à son tour mise en pause.

Damien Leloup

Le russe Rosneft renonce à son alliance géante avec BP pour forer dans l'Arctique

Le pétrolier russe cherche un nouveau partenaire. Les oligarques de TNK-BP ont bloqué une opération stratégique pour le groupe britannique

Correspondante

'alliance stratégique entre les géants pétroliers russe ■ Rosneft et britannique BP, prêts à voler ensemble à la conquête de l'Arctique, n'aura pas lieu. osneft a jeté l'éponge. Il lui faura chercher un nouveau partenaire, rapportait, mardi 17 mai, l'agence Interfax, citant une source anonyme – les seules possibles en Russie - proche du numéro un du pétrole russe.

Annoncée comme « le deal du siècle » à la mi-janvier, l'alliance entre BP et Rosneft, d'un montant de 11 milliards d'euros, prévoyait un échange de participations entre les deux groupes (5% du capital de BP pour Rosneft, et 9,5% de Rosneft pour la major britannique), ainsi qu'un accord pour l'exploration commune des hydrocarbures de la mer de Kara, au cœur de l'Arctique russe.

L'affaire était plutôt alléchante pour BP, en quête d'une nouvelle profondeur stratégique après sa gestion désastreuse de la marée oire du golfe du Mexique au printemps 2010. Elle était censée couronner les ambitions d'expansion internationale de Rosneft, devenue la major publique russe numéro un après avoir capté les avoirs de Ioukos, l'entreprise de l'ex-oligarque Mikhail Khodorkovski, honni du premier ministre russe Vladimir Poutine et mis en prison pour longtemps.

A peine dévoilé, le projet de mariages'est heurtéau mécontentement du consortium Alfa-Access-Renova (AAR), détenteur à 50 % des actions de la société mix-

te TNK-BP. Ce quarteron de milliardaires installés à Londres et aux Etats-Unis se sentait lésé par l'opération. Rappelant que BP était lié par le pacte d'actionnaires signé à la création de TNK-BP en 2003, AAR a saisi la justice et obtenu gain de cause. Dernière décision en date, le 6 mai, le tribunal d'arbitrage de Stockholm a estimé que la fusion entre Rosneft et BP était possible, à condition que TNK-BP soit 16 mai à minuit à Londres, le 17 mai

inclus dans les projets d'exploitation de l'Arctique.

Pour BP, rester en lice était possible à une condition: racheter les parts de ses associés russes de AAR au sein de TNK-BP. Depuis des mois, les négociations piétinaient. Au matin du 17 mai, l'affaire semblait perdue, le délai imparti par le tribunal d'arbitrage pour la réalisation de l'échange d'actions - le à 3 heures du matin à Moscou étant écoulé.

Jusque tard dans la nuit, BP a tenté d'inciter ses partenaires russes à vendre leurs parts, seule solution pour débloquer le projet de fusion avec Rosneft. Mais l'heure a tourné et pour finir aucun accord n'a été trouvé. Vedomosti, le quotidien russe des affaires y croyait encore dans la nuit de mardi, arguant, sur son site en ligne, que

Rosneft était imminent.

Prête à tout, BP aurait proposé plus de 30 milliards de dollars, (21 milliards d'euros) dont 9 milliards de dollars en actions, pour le rachat des 50 % de TNK-BP. Mais, en affaires, les Russes sont réputés coriaces et imprévisibles: Bob Dudley, le PDG de BP, aurait dû le savoir, lui qui fut à la tête de TNK-BP de 2004 à 2008. Finalement, l'ac-

le rachat de TNK-BP par BP et cord a achoppé. « Des conditions byzantines ont été mises en avant par les actionnaires de AAR», a confié une source anonyme au site d'information en ligne Gazeta.ru.

Cette somme de 30 milliards de dollars est coquette pour BP comme pour Rosneft. En avril, AAR avait rejeté une proposition de rachat par BP à 27 milliards de dollars, estimant que ses parts de TNK-BP valaient entre 35 et 40 milliards de dollars. La major est le troisième producteur de brut en Russie. Sa production représente un quart de celle de BP ainsi qu'un cinquième de ses réserves.

En réalité, le sort du « deal du siècle» reposait avant tout sur Rosneft. La major comptait sur l'expérience de BP pour lui ouvrir les immenses gisements offshores de l'Arctique. A maintes reprises ces derniers mois, ses dirigeants avaient laissé entendre qu'ils ne souhaitaient pas avoir TNK-BP pour partenaire. Rosneft, dirigée par Igor Setchine, un ancien du renseignement militaire proche de M. Poutine, s'est bien gardée de dire un mot sur les pourparlers avec AAR, faisant planer le doute jusqu'à la dernière minute.

Prochain épisode de cet imbroglio juridico-financier, Rosneft s'apprêterait à réclamer en justice quelques milliards de dollars de compensation à BP et à AAR. Le plus affecté de tous est sans conteste le patron de BP, artisan de ce projet de fusion. Sans doute M. Dudley a-t-il cru que la partie serait facile, le projet de fusion ayant été béni par M. Poutine. Une erreur d'appréciation qui risque de lui coûter son poste et sa réputation.

Len Blavatnik, l'oligarque russe au-dessus de la mêlée

Profil

Londres

Correspondant

Dans le cercle des quatre mousquetaires russes du consortium AAR, actionnaire russe de TNK-BP, engagés dans un bras de fer avec le pétrolier britannique BP, ce pourrait être Aramis. Len Blavatnik, 53 ans, a la timidité impulsive, l'entregent et l'autorité tranchante du héros d'Alexandre Dumas. Ce ressortissant américain natif de Moscou préférerait à l'évidence se tenir au-dessus de la mêlée, être ailleurs. Car le diplômé des universités Harvard et Columbia cherche avant tout à échapper à son rôle social d'industriel détenant de gros intérêts dans les matières premières, la pétrochimie, les médias, l'immobilier, les technologies et la distribution.

D'autant que le prince des participations a aussi élu domicile dans la roulotte des saltimbanques en rachetant le 6 mai le mythique label musical Warner

Music. Que va-t-il faire dans la galère de l'industrie du disque, un véritable champ de mines? La City s'interroge.

Ce Russe débarqué sans le sou aux Etats-Unis en 1978 s'est fait tout seul en fondant une compagnie de capital-investissement, Access Industries, à Manhattan, en 1983. Enrichi grâce à la chute du communisme et au pillage des ressources naturelles, l'oligarque est la 93° fortune mondiale selon Forbes, avec une fortune estimée à 7,5 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros).

Len Blavatnik manifeste pourtant un franc dédain pour les deux associés à la pointe de la bataille contre la major britannique, Mikhail Fridman et Guerman Khan. L'action du premier est uniquement motivée par le profit. Quant au second, petit caïd exalté armé d'un revolver plaqué or, il s'inspire, selon ses propres dires, du film Le Parrain pour gagner dans la jungle des affaires. Le seul partenaire qui trouve grâce à ses yeux est son



BLOOMBERG

vieux complice de l'université de Moscou et associé de longue date, Viktor Vekselberg, le quatrième spadassin d'AAR.

L'aventurier « made in USA » fréquente peu les autres oligarques installés des deux côtés de l'Atlantique. Son seul ami parmi les riches émigrés russes est le roi de l'aluminium, Oleg Deripaska, PDG de UC Rusal, dont il est d'ailleurs

administrateur. Faut-il croire à sa réputation de grand philanthrope semant sur son passage des sommes considérables? Cette caricature d'un rôle qu'aurait pu tourner Charlie Chaplin est en fait destinée à protéger cette réserve, ce goût du secret et cette obsession de la sécurité. Len Blavatnik, qui soutient une kyrielle de musées et d'institutions caritatives, vient d'offrir 75 millions de dollars à l'université d'Oxford pour créer un collège à son nom formant les élites mondiales des services publics.

Il n'a qu'une seule faiblesse, la collection des résidences les plus chères de la planète. A New York, ce nomade de luxe possède quatre appartements parmi les plus coûteux de Manhattan. A Londres, il a défrayé la chronique en jetant son dévolu sur trois des plus belles propriétés de Kensington Palace Gardens, l'avenue la plus huppée. Len Blavatnik occupe les numéros 15, 15A et 15B, mais ne couche jamais deux nuits de suite dans le même palais.

Marc Roche

Marie Jégo